



## **UNION REGIONALE DES FRANCAS DES HAUTS DE FRANCE**

Association Loi 1901  
Siège social : 4 rue Parmentier  
59800 LILLE

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**



## UNION REGIONALE DES FRANCAS DES HAUTS DE FRANCE

Association Loi 1901  
Siège social : 4 rue Parmentier  
59800 LILLE

Exercice clos le 31 décembre 2024

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée générale,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION REGIONALE DES FRANCAS DES HAUTS DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « *Faits caractéristiques de l'exercice* » de l'annexe des comptes annuels : « *Malgré des fonds propres négatifs, le principe de continuité d'exploitation est maintenu en raison du soutien financier des entités Francas auprès desquelles l'Union régionale est endettée à la clôture de l'exercice pour un montant global de 119 046 € dont 62 325 € auprès de la Fédération nationale des Francas.* ».



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 12 juin 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Olivier Souillard

Commissaire aux Comptes

## BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	1 858	1 858		292	Fonds propres (avant affectation)	-21 351	-23 155
Terrains					Résultat de l'exercice	-13 731	1 804
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	6 027	6 027		206	Total	-35 081	-21 351
Autres immobilisations corporelles	35 284	30 472	4 812	923	<b>FONDS DEDIES &amp; PROVISIONS</b>		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	22 700	55 778
Autres prêts et titres immobilisés	15 083	15 083		28 115	Provisions pour risques	11 250	15 250
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges	14 597	14 715
Total	58 251	53 440	4 812	29 536	Total	48 547	85 742
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées	46 415	37 573
Usagers - clients	17 786		17 786	32 409	Fournisseurs	52 867	53 010
Comptes courants Réseau	92 009		92 009	86 096	Dettes fiscales et sociales	10 711	15 276
Autres créances	63 836		63 836	12 577	Comptes courants Réseau	72 631	64 197
Charges constatées d'avance	1 691		1 691	21 885	Autres dettes	10 982	13 994
Trésorerie	34 285		34 285	65 940	Produits constatés d'avance	7 345	
Total	209 607		209 607	218 907	Total	200 952	184 051
<b>Total</b>	<b>267 858</b>	<b>53 440</b>	<b>214 418</b>	<b>248 443</b>	<b>Total</b>	<b>214 418</b>	<b>248 443</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	80	
Ventes de biens		
Prestations de service	182 696	119 948
Subventions d'exploitation	64 213	82 650
Dons et Mécénat		
Contributions financières	86 341	113 948
Reprises sur dépréciations et provisions	13 226	13 216
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	35 778	104 000
Autres produits	3 803	1
Total	<b>386 136</b>	<b>433 763</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	188 552	117 500
Aides financières	97 002	150 079
Impôts et taxes	957	1 490
Salaires	61 725	76 602
Cotisations sociales	15 782	21 125
Dotations aux amortissements	2 879	1 131
Dotations aux dépréciations		1 551
Dotations aux provisions		2 130
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	2 700	55 778
Autres charges	30 908	14 088
Total	<b>400 505</b>	<b>441 473</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>-14 368</b>	<b>-7 710</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers	845	
Reprises sur dépréciations et provisions		31 804
Total	<b>845</b>	<b>31 804</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Charges financières	207	143
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	<b>207</b>	<b>143</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>638</b>	<b>31 661</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>-13 731</b>	<b>23 951</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		22 147
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>		<b>-22 147</b>
Impôts sur les bénéfices		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>-13 731</b>	<b>1 804</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature et prestations en nature	3 500	
Bénévolat	11 100	
Total	<b>14 600</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	3 500	
Personnel bénévole	11 100	
Total	<b>14 600</b>	

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre **2024** qui dégage un déficit de 13 730,53 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

**Objet social et périmètre des activités de l'association :** L'Union régionale des Francas des Hauts de France a pour but :

- d'assurer la représentation des Francas auprès des interlocuteurs et partenaires des niveaux régionaux,
- la coordination, la régulation et l'harmonisation des programmes départementaux,
- de gérer la formation (action déconcentrée de la Fédération Nationale) et, en ce sens, de donner à l'équipe régionale les moyens de travailler,
- de gérer les moyens affectés à l'activité régionale de la délégation,
- de gérer éventuellement les actions en coopération de tout ou partie des départements qui composent l'unité régionale et éventuellement en relation avec d'autres Unions Régionales.

## I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Malgré des fonds propres négatifs, le principe de continuité d'exploitation est maintenu en raison du soutien financier des entités Francas auprès desquelles l'Union régionale est endettée à la clôture de l'exercice pour un montant global de 119 046 € dont 62 325 € auprès de la Fédération nationale des Francas.

## II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

### 1. Immobilisations incorporelles et corporelles

#### a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	1 858			1 858
Terrains				-
Constructions et agencements				-
Matériel d'activités	6 027			6 027
Agencements & aménagements divers				-
Matériel de transport	16 516			16 516
Matériel informatique	12 497	6 270		18 767
Mobilier de bureau				-
Immobilisations en cours				-
<b>Total</b>	<b>36 898</b>	<b>6 270</b>	<b>-</b>	<b>43 168</b>

#### b) Acquisitions et désinvestissements

Acquisitions d'un écran LCD, d'un système de visio conférence et d'un support écran mobile, installation et frais afférents pour 6 270 €.

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	1 566	292		1 858
Constructions et agencements	5%				
Matériel d'activités	33% à 20%	5 821	206		6 027
Agencements & amén. divers	10%	16 516			16 516
Matériel de transport	25%				
Matériel informatique	33%	11 575	2 381		13 956
Mobilier de bureau	20%				
	<b>Total</b>	<b>35 478</b>	<b>2 879</b>		<b>38 357</b>

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts Francas	15 083	15 083	
Autres prêts			
Titres			
Dépôts et cautionnements			

3. Stocks

Néant

4. Usagers - clients

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	6 405		6 405
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés	11 381		11 381
<b>Total</b>	<b>17 786</b>		<b>17 786</b>

5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
	FRANCAS AD BASSE NORMANDIE	34 189
	FRANCAS AD 76 SEINE MARITIME	2 680
	FRANCAS AD 59 NORD	46 015
	FRANCAS UR NORMANDIE	9 125
	<b>Total</b>	<b>92 009</b>

6. Autres créances

Subventions à recevoir	63 400
Fournisseurs débiteurs	<u>436</u>
	<b>63 836</b>

7. Charges constatées d'avance

BNP PARIBAS COPIEUR	769
MUTUALEASE COPIEUR	<u>922</u>
	<b>1 691</b>

8. Trésorerie

Compte courant Banque Populaire	34 002
Livret d'épargne CASDEN	100
Intérêts courus	<u>183</u>
	<b>34 285</b>



#### IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

##### 1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

##### 2. Subventions d'investissement

Néant

##### 3. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
CAF de la Somme		2 700		2 700
Subvention SESAME	55 778		35 778	20 000
<b>Total</b>	<b>55 778</b>		<b>35 778</b>	<b>22 700</b>

##### 4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Solde s/actions en coopération régionale	15 250		4 000	11 250
<b>Provisions pour risques</b>	<b>15 250</b>		<b>4 000</b>	<b>11 250</b>
Engagement de retraite du personnel (1)	14 715		118	14 597
<b>Provisions pour charges</b>	<b>14 715</b>		<b>118</b>	<b>14 597</b>
Prêts Francas	15 083			15 083
Usagers	9 109		9 109	
Comptes courants Francas				
<b>Dépréciations</b>	<b>24 192</b>		<b>9 109</b>	<b>15 083</b>
<b>Total</b>	<b>54 157</b>		<b>13 227</b>	<b>40 930</b>

Dotations / reprises d'exploitation 13 227

Dotations / reprises financières

Dotations / reprises exceptionnelles

**Total 13 227**

(\*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 13 109

(\*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 118

**Total 13 227**

Les créances des usagers douteux qui avaient fait l'objet d'une provision sur créances, ont été comptabilisés en perte.

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

##### 5. Emprunts et dettes assimilées

	Début	Remboursement	Fin	- d'1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts Francas	22 901		38 000		38 000	
Emprunts bancaires (05/03/21)	14 672	6 257	8 415	6 298	2 117	
Découverts bancaires						
<b>Total</b>	<b>37 673</b>		<b>46 415</b>			

Reclassement 2023 pour 15 099 €

##### 6. Fournisseurs

Fournisseurs	3 159
Fournisseurs, factures non parvenues	49 708
	<b>52 867</b>

##### 7. Dettes fiscales et sociales

Provision pour congés payés	3 715
URSSAF	1 814
Mutuelle	270
Prévoyance	31
Retraite complémentaire	1 898
Charges sociales sur provision congés payés	1 969
Prélèvement à la source	67
UNIFORMATION	946
	<b>10 710</b>

**8. Comptes courants Francas**

N° structure	Nom	Montant
	Fédération nationale	24 325
	AD 62 PAS-DE-CALAIS	15 679
	AD 02 AISNE	10 283
	AD 60 OISE	17 462
	AD 80 SOMME	3 670
	AD 14 CALVADOS	1 212
<b>Total</b>		<b>72 631</b>

**9. Autres dettes**

Usagers créditeurs	7 716
Avoirs à établir	3 219
Frais à payer	47
	<b>10 982</b>

**10. Produits constatés d'avance**

Facture ATSEC contrat copieur	7 345
	<b>7 345</b>

**V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****1. Prestations de service**

Prestations de service	Exercice clos			Exercice précédent		
	Quantité	Nb stagiaires	Montant	Quantité	Nb stagiaires	Montant
Formation habilitée	Journées	1 586	119 505	Journées	ND	17 609
Formation professionnelle	Heures	2 401	63 191	Heures	ND	576
Autres						101 761
Total Prestations			182 696	Total Prestations		119 948

**2. Subventions**

	Exercice clos	Exercice précédent
Sesame		30 000
Conseil régional fonctionnement	43 000	43 000
Conseil régionale sur projet	5 400	5 400
Conseil régional sur projet jeunesse	15 000	
Autres	813	4 250
<b>Total</b>	<b>64 213</b>	<b>82 650</b>

**3. Contributions financières**

	Exercice clos	Exercice précédent
Dotation fédérale	86 341	107 678
<b>Total</b>	<b>86 341</b>	<b>107 678</b>

**4. Aides financières**

	Exercice clos	Exercice précédent
Soutien au développement départemental	85 176	107 678
Participation à la Fédération	2 544	3 002
Co-organisation d'actions	5 160	15 570
Subventions à reverser		23 829
<b>Total</b>	<b>97 002</b>	<b>150 079</b>

**5. Produits et Charges exceptionnels**

Néant.

Le journal officiel du 12/08/1995 oblige les dispensateurs de formation professionnelle qui ont un statut de droit privé, à détailler les subventions reçues pour celle-ci dans les tableaux ci-après.

TABLEAU I Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
<b>I RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS</b>				
Entreprises				
État, collectivités locales, Ets publics	98		18	100
Entreprises : Via Fongecif, OMA, FAF				
Particuliers				
<b>Sous-total I</b>	<b>98</b>		<b>18</b>	<b>100</b>
<b>II RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS</b>				
Instances européennes				
État				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
<b>Sous-total II</b>				
<b>III AUTRES</b>				
Autres organismes de formation				
Autres ressources				
<b>Sous-total III</b>				
<b>Total des ressources</b>	<b>98</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>100%</b>

TABLEAU II Décomposition des actions par finalité

FINALITE DES ACTIONS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
Diplômantes (1)	54		18	100
Perfectionnement prof. et qualifiant(2)	18			
Insertion sociale	26			
<b>Total</b>	<b>98</b>		<b>18</b>	<b>100</b>

(1) Diplômes nationaux, titres homologués. (2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations.

## VI - AUTRES INFORMATIONS

### 1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres				
Employés	2	2	2	2
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)				
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

(1) Effectif à la clôture quel que soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

### 2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

### 3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Loyers restant dus :

Photocopieur (245 €/MOIS x 21 T) = 15 435 €

### 4. Engagements hors bilan

Néant

## 5. Contributions volontaires en nature

<b>875000</b>	<b>Bénévolat</b>	Nb Jours	Total
864000	Cadres militant.es	75	7 500,00 €
864000	Permanent fédération (Pierre Benhalla)	9	3 600,00 €
864000	Bénévoles		
<b>TOTAL</b>		<b>84</b>	<b>11 100,00 €</b>

<b>871000</b>	<b>Prestations en nature externes</b>	Nb Jours	Total
861000	Mise à disposition de locaux		
861000	Mise à disposition de services		
862000	Prestations		
<b>TOTAL</b>			<b>- €</b>

<b>871009</b>	<b>Prestations en nature internes</b>	Nb Jours	Total
861009	Mise à disposition de locaux Lille & Lille	360	3 000
861009	Mise à disposition de locaux CDR et CA		500
862009	Prestations	0	- €
<b>TOTAL</b>			<b>3 500,00 €</b>